CAMUS
Raphaël
Doctorant contractuel

Université de Montpellier

Proposition de communication :
L'argument constitutionnel dans les débats parlementaires.

ATELIER C : Constitution, pouvoirs et contre-pouvoirs
3319 caractères : espaces exclus.

L'étude de l'argument constitutionnel dans les débats parlementaires consiste en l'analyse de l'invocation de la Constitution par les députés et sénateurs au cours de la procédure législative. Avant que l'opportunité d'un contrôle de constitutionnalité de la loi par le Conseil constitutionnel n'apparaisse, la norme législative est construite avec la conscience de ce qu'elle doit être conforme à la norme suprême. Les membres du Parlement font donc parler la Constitution lorsqu'ils débattent, en se rappelant pourtant que le sens attribué par le Conseil constitutionnel à cette dernière s'impose.

A la faveur d'une multitude d'exemples récents, il s'agit de comprendre l'instrumentalisation de la Constitution faite par les parlementaires durant la procédure législative. La finalité de l'étude étant de mesurer les contraintes subies et les avantages poursuivis par les membres du Parlement lorsqu'ils l'invoquent, la Constitution est à la fois un moteur et un frein à la procédure législative.

L'usage diversifié de l'argument constitutionnel

Les moyens qu'ont les députés et sénateurs de participer aux débats sont encadrés par les procédures parlementaires, lesquelles offrent des possibilités variables : construire l'objet législatif débattu ou s'y opposer. L'invocation de la Constitution est ainsi influencée par la procédure dans laquelle elle prend place : elle va évoluer car produite au moyen de l'exercice du droit d'amendement, d'une motion de procédure, ou encore de l'invocation d'une irrecevabilité. Les variétés d'arguments aboutissent à ce que l'usage qui en est fait soit réparti inégalement dans les

différents organes du Parlement.

L'argument constitutionnel évolue dans l'espace parlementaire. Il montre un partage du travail entre les assemblées, et au sein de celles-ci. Son usage diffère entre l'Assemblée nationale et le Sénat car une spécialisation de l'argument apparaît au cours de la navette législative. Egalement, si l'invocation de la Constitution montre davantage une dynamique de construction au cours des séances en commission, au moyen d'arguments techniques, les caractéristiques de la séance publique aboutissent à une dynamique contraire : l'argument peut devenir symbolique, puisqu'il se fonde sur l'esprit supposé de la Constitution, ou ne viser qu'à obstruer le débat.

La fonction ambivalente de l'argument constitutionnel

Le Droit s'impose, et il transmet ses caractéristiques à la dialectique qui l'invoque. Le patrimoine constitutionnel de l'argument invoqué détermine la rigueur avec laquelle ce dernier peut être élaboré, comme la contrainte qu'il peut exercer au cours du débat. Ce patrimoine est fonction de la branche du Droit concernée, le matériau constitutionnel étant inégal pour chacune d'elles. L'argument peut devenir un argument de jurisprudence constitutionnelle s'il se fonde sur la norme telle qu'interprétée par le Conseil constitutionnel, pour atteindre un degré élevé de contrainte sur le débat en opposant la menace d'une censure, ou en invoquant le bénéfice certain d'une décision de conformité parfois annoncé par la doctrine. C'est la capacité de l'argument à être invoqué et sanctionné en justice qui lui attribue sa force au cours du débat ; elle est utilisée, dans les débats parlementaires, pour poursuivre un objectif politique.

Ainsi, les groupes politiques s'organisent de manière à défendre la constitutionnalité ou l'inconstitutionnalité de la mesure débattue en fonction de son origine. Pourtant, la contrainte constitutionnelle et la construction de l'acte débattu sont concomitantes : majorité comme opposition invoquent la menace d'une censure du Conseil constitutionnel. Inversement, des exemples montrent que l'usage de l'argument peut s'émanciper de la discipline des partis, autonomisant ainsi l'exigence de constitutionnalité des lois et participant au relâchement du fait majoritaire.

Mots clés : Parlement - Constitution - Procédure législative - contrôle de constitutionnalité – contrôle politique préventif.